



WEST AFRICA CIVIL SOCIETY INSTITUTE

Analyse de l'Engagement de la Société Civile en Afrique de l'Ouest

Période Couverte : Janvier - Juin 2018

Par Nadège A. Mondjile

Données compilées par Nana Nyama Danso et Nadège A. Mondjile

Analyse de l'Engagement de la Société Civile en Afrique de l'Ouest

Par Nadège A, Mondjile / Données compilées par Nana Nyama Danso et Nadège A. Mondjile

Le rôle de la société civile ouest africaine dans la promotion de la bonne gouvernance, de la consolidation de la démocratie et du bien-être des citoyens n'est plus à démontrer. Cependant, elle fait face à des contraintes qui l'empêchent de jouir de ses droits fondamentaux et de contribuer efficacement au développement économique, social et politique. Pour mieux faire face à ces contraintes, il est donc important d'avoir une idée sur l'état de la société civile en Afrique de l'ouest.

Cette analyse sur l'engagement de société civile en Afrique de l'Ouest (15 Pays de la CEDEAO + Mauritanie, Chad et le Cameroun) permet de comprendre les thématiques et questions ayant mobilisé l'attention et les activités des organisations de la société civile (OSCs). Cette compréhension permettra de mieux informer les politiques et mieux orienter les programmes et actions pour ou par la société civile.

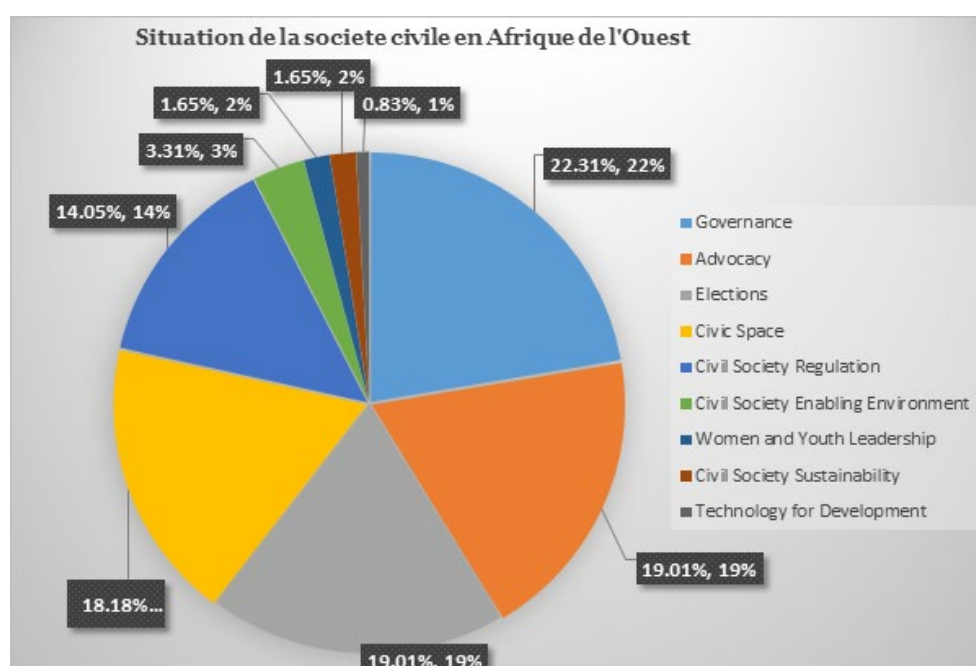
Méthodologie :

La présente analyse est basée sur les rapports mensuels des activités de la Société Civile en Afrique de l'Ouest. Ces rapports permettent d'avoir une vue d'ensemble sur l'engagement des citoyens et acteurs de la société civile en rapport avec des thèmes clés tels que la bonne gouvernance, les élections, le plaidoyer, l'environnement et la régulation de la société civile, la technologie au service du développement et le

leadership des femmes et des jeunes. Communément appelé SITREP, il est rédigé sur la base d'informations provenant des sources secondaires comme les sites de presse en ligne. Cette analyse couvre le premier semestre de l'année 2018. La nature secondaire des sources d'information ne permet pas d'avoir une vue exhaustive et complète des activités de la société civile sur cette durée d'observation. Cependant, cette analyse permet d'avoir une vue holistique des faits les plus marquants. Etant donné que les résultats de cette analyse sont basés sur des statistiques descriptives, aucun rapport de causalité ne peut être établi de manière absolue.

Données collectées :

Au cours des six premiers mois de 2018, les données collectées, décrivant l'engagement de la société civile en Afrique de l'Ouest, permettent de les grouper sous différents thèmes clés selon leurs occurrences. Les statistiques d'interventions dans les domaines de la gouvernance, du plaidoyer, des élections, de l'espace civique, de la régulation de la société civile, du maintien d'un environnement favorable à la société civile, du développement durable de la société civile, du leadership féminin et les jeunes, du développement technologique sont de 22,31%, 19,01%, 19,01%, 19,18%, 14,5%, 3,31%, 1,65% et 0,83% respectivement (Cf. Figure ci-dessous).



ANALYSE DESCRIPTIVE

Plaidoyer

Les résultats issus de l'analyse des données collectées montrent que le Burkina Faso (4 fois au cours du premier semestre) a été le pays ayant connu le plus grand nombre d'activités de plaidoyer menées par la société civile au cours du première semestre de l'année 2018. Il est suivi du Cameroun, du Liberia, de la Gambie et du Togo. Ces quatre pays présentent les mêmes scores de réalisation des activités de plaidoyers (3 fois au cours du premier semestre). Il est intéressant de constater que les pays avec un niveau élevé de plaidoyers sont des pays classés comme étant obstrués (Burkina Faso, Togo) ou ayant un espace civique répressifs (Cameroun, le Libéria et la Gambie) sur l'outil de suivi de l'espace civique de CIVICUS. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que la société civile se sert du plaidoyer comme d'un outil efficace pour amener les pouvoirs publics à adopter des actions constructives en faveur de la protection des droits fondamentaux des citoyens et l'adoption des politiques pour le développement économique et sociale. Par exemple dans le mois de février, la population d'Ouest du Burkina Faso a plaidé pour que le gouvernement tienne compte de leur préoccupation par rapport à l'installation d'une usine de transformation de coton dans leur région. Egalement, au cours du mois de juin, la coalition des associations commerciales du Burkina Faso a organisé une marche à Ouagadougou pour réclamer de l'eau potable et dénoncer les grèves répétitives des syndicats des ministères du Burkina Faso.

Elections

Pour ce qui concerne les élections, la Cote d'Ivoire a été le pays qui a eu le plus d'évènements en rapport avec les élections (5 fois au cours du premier semestre). Ceci s'explique par le climat politique qui prévalait en Côte d'Ivoire où la période des élections municipales et législatives, était marquée par un

climat de violence, d'intimidation et de répression de toutes sortes. Les actions de la société civile ivoirienne ont pris la forme de protestations, conférences et de marches pour réclamer la paix, plus de transparence, et des actes de non-violence pour le bon déroulement des élections. Après la Cote d'Ivoire nous avons le Cameroun qui vient en deuxième position (3 fois au cours du premier semestre), notamment à cause des préparations pour les élections présidentielles d'Octobre 2018. Au Cameroun, cette période pré-électorale fut le théâtre d'actes de répressions, d'intimidation du pouvoir contre les militants et activistes de la société civile. Ces derniers ont eu du mal à exercer leurs droits fondamentaux que sont la liberté d'expression et d'association, notamment celle d'organiser des mouvements ou évènements publics.

Bonne Gouvernance

Le Sénégal occupe la première position pour les activités ou évènements en rapport avec la bonne gouvernance (5 fois au cours du premier semestre). Ensuite nous avons le Benin, le Nigeria, et le Cap Vert qui viennent tous en seconde position (3 fois au cours du premier semestre). Conformément à l'outil de suivi de l'espace civique de CIVICUS, le Cap Vert et le Sénégal font partie des pays où l'espace civique est « restreint » c'est à dire des pays où la société civile et les citoyens s'expriment librement mais font occasionnellement face aux intimidations et violences. Le Benin et le Nigeria font partie des pays classés comme « obstrués ». La société civile dans ces pays réalise plus d'activités en rapport avec la bonne gouvernance pour lutter contre la corruption et promouvoir la transparence dans la gestion des ressources par les pouvoirs publics afin d'assurer une redistribution équitable et la satisfaction des besoins basiques des populations. Par exemple en juin 2018 au Sénégal, la Coalition Nationale, une organisation de la société civile et ses membres ont pris part au dialogue National sur la gestion des ressources gazières et pétrolières organisé par le gouvernement de Mackil Sall.

Espace Civique

Avoir un espace civique où les membres de la société civile et des individus pourraient exprimer leurs opinions, participer aux processus de prise de décisions du point de vue économique, politique et social sans interférence, intimidation ou subir aucune répression de la part de l'Etat est un facteur important pour la promotion d'une bonne démocratie. Cependant dans certains pays de l'Afrique de l'ouest, les droits à la liberté d'association, d'expression, de manifestation publique de la société civile sont restreints par les pouvoirs publics. La société civile a ainsi du mal à revendiquer et influencer les actions politiques, économiques et sociales entreprises par les gouvernants de ces pays.

Selon les résultats d'analyse du SITREP, nous constatons que le Cameroun (5 fois au cours de la période) est le pays où des interventions de la société civile en matière de libéralisation de l'espace civique ont été initiées. Ensuite viennent le Togo et le Niger qui enregistrent la même fréquence (3 fois au cours de la période). Le Cameroun est placé parmi les pays dits « fermé » car les droits fondamentaux de la société civile, des citoyens ne sont pas respectés. La société civile intensifie ses actions dans ces pays pour la promotion, la défense des droits de l'homme et la sanction des injustices, en organisant des marches en faveur de la paix. En janvier 2018 au Cameroun, les groupes internationaux de défense des droits numériques, Internet Sans Frontière (ISF) et les organisations de la société civile ont lancé une pétition pour que le gouvernement Camerounais favorise l'accès à internet aux citoyens dans les régions Sud-Ouest et Nord-Ouest du pays (Région anglophones). Pour les organisations de la société civile cette fermeture à internet constitue une violation des droits à la liberté d'expressions.

En ce qui concerne les interventions liées à la régulation de la société civile, le Ghana se positionne en première position suivi de la Guinée Bissau avec des fréquences absolues de 4 et 3 respectivement. Le Ghana fait partie des pays où l'espace civique

est considéré comme étant « étreint ». Au cours de cette période la majorité de la société civile a mené des actions envers les pouvoirs publics pour la prise en compte des problèmes qui minent la société. L'une des activités réalisées par la société civile au Ghana a été celle du Centre pour Développement Démocratique qui a interpellé le parlement Ghanéen dans le retard de l'adoption du projet de loi sur le droit à l'information au cours du mois de janvier.

Autres Thèmes

Les thèmes, viabilité de la société civile, technologie et développement, leadership des jeunes et des femmes, n'ont pas été suffisamment abordés dans la majorité des pays. Nous enregistrons une activité réalisée au Bénin et en Gambie pour le thème leadership des jeunes et des femmes et une activité réalisée au Nigeria pour le thème technologie et développement. Ensuite la Mauritanie et la Guinée ont mené, au moins une fois, un événement concernant la durabilité de la société civile. Enfin nous avons le Cameroun, le Mali, la Mauritanie et le Togo qui ont chacun enregistré des activités en rapport avec l'existence d'un environnement favorable aux interventions de la société civile. Concernant le leadership des jeunes et des femmes, au Bénin par exemple certaines organisations non-Gouvernementales telles que Bornefondem, Agripofocus ont contribué à l'organisation d'un forum régional qui s'est tenu dans le département du Zou sur l'entrepreneuriat des jeunes au cours du premier semestre de l'année 2019. Pour ces organisations, l'entrepreneuriat des jeunes est un moteur de développement durable et de lutte contre le chômage des jeunes. Pour l'existence d'un environnement favorable aux interventions de la société civile, En juin 2018, l'association pour le Développement et le bien-être des nécessiteux en Mauritanie a lancé une campagne contre l'extrémisme dans le pays. L'objectif de cette campagne était d'amener certains citoyens à cultiver un esprit d'humanisme.

Recommandations

Pour avoir plus de visibilité sur les engagements de la société civile en Afrique de l'ouest,

- Les organisations de la société civile doivent partager leurs différentes actions réalisées en rapport aux thèmes abordés sur des plateformes bilingue comme www.csowestafrica.org;
- WACSI doit sensibiliser les acteurs de la société civile sur l'importance du partage des connaissances pour l'amélioration des pratiques et politiques au sein de l'espace civique ;
- WACSI doit diversifier les sources de collecte d'informations relatives aux engagements de la société civile pour des études plus approfondies.

WACSI

Tous Droits Réservés

